

# ECO

# BUSINESS PME - TPE - STARTUP

19 Juin 2024

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)



## NOUVELLE RÉGLEMENTATION POUR LA CESSION DES BIENS IMMEUBLES





# منضيعوش الما

# Sommaire

**La généralisation de l'AMO pour tous au Maroc : Défis pour les compagnies d'assurance**



**Analyse de l'évolution du Tourisme au Maroc en Mai 2024**



**Rituel de l'Aïd al-Adha au Maroc en chiffres**



**L'ANME dénonce la concurrence déloyale des agences RP**



**Le Mouton : Entre Calvaire des Familles et Opportunités Économiques du Marché**



**L'Europe face au décrochage économique : une analyse critique**



**Alerte au Maroc : Les banques victimes d'arnaques XXL !**



# Le Mouton : Entre Calvaire des Familles et Opportunités Économiques du Marché



Le marché du mouton pour l'Aïd al-Adha est devenu un fardeau insoutenable pour les familles modestes. En effet, la montée vertigineuse des prix, exacerbée par les spéculateurs et les intermédiaires sans scrupules, plonge de nombreuses familles dans la détresse économique. Le coût minimum d'un mouton, autrefois abordable, a triplé, atteignant maintenant des sommets entre 3000 et 6000 DH, voire plus.

Les ménages se voient contraints de recourir à des mesures désespérées telles que les crédits à des taux usuraires ou la vente de biens personnels pour s'acquitter de cette tradition non obligatoire mais culturellement ancrée. En outre, la politique agricole inefficace et les effets de la sécheresse ont détruit l'autosuffisance nationale en matière de cheptel, transformant une pratique paysanne historique en une opportunité lucrative pour les grands éleveurs et les intermédiaires privilégiés par les subventions et les crédits.

**Cette situation aggrave les inégalités sociales et économiques, appauvrissant davantage les paysans qui, autrefois, jouaient un rôle crucial dans la stabilisation de l'économie rurale. Finalement, les choix politiques erronés hypothèquent l'indépendance alimentaire du pays, renforçant une dépendance dangereuse aux importations et aux dynamiques de marché mondiales, tout en marginalisant une paysannerie pourtant laborieuse et compétente.**

Cependant, il est essentiel de reconnaître que le marché du mouton pour l'Aïd al-Adha peut aussi avoir des aspects positifs pour certaines parties prenantes. Les intermédiaires et les importateurs, par exemple, bénéficient d'une dynamique économique qui leur permet de saisir des opportunités de profit et de créer de la valeur ajoutée dans un marché en forte demande.

La prime de 500 DH par tête et l'exonération des droits de douane et de la TVA accordées par le gouvernement visent à stabiliser les prix et à répondre à une demande domestique massive, estimée à plus de 6 millions de têtes.

Cette mesure, bien que critiquée, démontre une tentative de gestion proactive des pénuries et des hausses de prix dans un contexte de crise agricole liée à la sécheresse. De plus, les politiques d'importation peuvent être vues comme une nécessité temporaire pour pallier les déficiences locales, offrant ainsi une solution rapide pour maintenir la tradition et satisfaire les besoins des consommateurs.

# UN CALVAIRE ÉCONOMIQUE POUR LES FAMILLES MODESTES : LA MONTÉE VERTIGINEUSE DU PRIX DU MOUTON

Enfin, bien que la situation actuelle soit difficile, elle pourrait aussi inciter à des réformes et à une réévaluation des politiques agricoles, ouvrant la voie à des solutions durables pour renforcer la résilience et l'autosuffisance de l'élevage national, et par conséquent, améliorer les conditions de vie des paysans sur le long terme.

## OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET GESTION DES PÉNURIES : LES ASPECTS POSITIFS DU MARCHÉ DU MOUTON



# Nouvelle réglementation pour la cession des biens immeubles

Cette mesure vise à renforcer la transparence fiscale et la conformité aux obligations fiscales des propriétaires.

A partir du 1er juillet, la cession des biens immeubles au Maroc connaîtra un changement majeur, une nouvelle réglementation impose des conditions strictes pour la validation des actes de cession.

Dorénavant, aucun acte de cession ne pourra être établi par les notaires, adouls, avocats agréés près la Cour de cassation, ou toute autre personne exerçant des fonctions notariales, sans la présentation d'une attestation délivrée par les services de recouvrement.

Cette attestation doit justifier que tous les impôts et taxes relatifs au bien immeuble ont été payés pour l'année de la cession ainsi que pour les années non prescrites.

En l'absence de cette attestation fiscale, les notaires et autres professionnels seront solidairement responsables avec les cessionnaires pour le paiement des créances fiscales.

Cette mesure vise à assurer que toutes les obligations fiscales soient respectées avant la finalisation de la transaction immobilière, évitant ainsi toute tentative d'évasion fiscale.

Cette nouvelle réglementation aura des implications importantes pour toutes les parties impliquées dans la cession de biens immobiliers. Les propriétaires doivent s'assurer de leur conformité fiscale pour éviter des retards dans le processus de cession.

Les professionnels du droit, quant à eux, doivent vérifier rigoureusement la situation fiscale des biens avant de dresser les actes de cession pour se protéger contre toute responsabilité solidaire.

Cette nouvelle modalité de cession des biens immeubles vise à renforcer la rigueur fiscale et à garantir la transparence dans les transactions immobilières au Maroc. Les acteurs du secteur doivent s'adapter à ces exigences pour assurer la conformité et éviter des complications fiscales





## La généralisation de l'AMO pour tous au Maroc : Défis pour les compagnies d'assurance

L'introduction de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) pour tous au Maroc marque un tournant significatif dans le secteur de l'assurance maladie.

Cette réforme ambitieuse vise à élargir la couverture médicale à l'ensemble de la population, garantissant ainsi un accès universel aux soins de santé.

Si cette initiative est saluée comme un progrès majeur vers une société plus équitable, elle suscite également des préoccupations quant à ses répercussions sur les compagnies d'assurance privées.

**Avec l'extension de l'AMO, une grande partie de la population qui dépendait jusqu'alors des assurances privées sera désormais couverte par le système public. Cette transition pourrait engendrer une baisse significative du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance maladie, qui perdront une part de leur clientèle au profit de la couverture publique. Les compagnies privées, confrontées à une diminution de leur base de clients, devront réévaluer leurs stratégies commerciales et s'adapter à ce nouvel environnement.**

Cependant, Hassan Boubrik, directeur général de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), offre une perspective optimiste. Il insiste sur le fait que la généralisation de l'AMO ne sonne pas le glas des compagnies d'assurance. Bien au contraire, il y voit une chance de se réinventer et de développer des offres complémentaires à l'AMO.

En effet, l'AMO, en tant que système public, pourrait ne pas couvrir certains besoins spécifiques des assurés, laissant ainsi un espace aux compagnies privées pour proposer des produits complémentaires. Ces produits pourraient inclure des garanties supplémentaires, des soins spécialisés ou des services non pris en charge par l'AMO, comme certaines prestations dentaires ou optiques, et des options de confort hospitalier.

# La généralisation de l'AMO pour tous au Maroc : Défis pour les compagnies d'assurance



La mise en place de l'AMO pour tous pourrait également encourager une collaboration plus étroite entre le secteur public et les compagnies d'assurance privées.

Plutôt que de voir cette réforme comme une menace, les assureurs privés peuvent la considérer comme une opportunité de partenariat avec l'État. Ensemble, ils pourraient travailler à l'amélioration de la qualité des soins et à la satisfaction des assurés, en combinant les forces du public et du privé.

Cette complémentarité pourrait se manifester par des offres co-financées ou par des programmes conjoints visant à sensibiliser et à éduquer la population sur l'importance de l'assurance maladie.

Une telle approche collaborative pourrait non seulement atténuer les impacts négatifs sur les compagnies d'assurance, mais aussi renforcer l'ensemble du système de santé marocain.

L'arrivée de l'AMO pour tous au Maroc représente sans conteste un bouleversement majeur pour le paysage de l'assurance maladie.

Si ce changement pose des défis pour les compagnies d'assurance, il ouvre également la voie à de nouvelles opportunités de collaboration et de complémentarité.

En adaptant leurs offres et en coopérant avec le système public, les compagnies d'assurance privées peuvent non seulement survivre à cette transition, mais aussi jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la couverture et de la qualité des soins pour tous les Marocains.



06 93 22 11 28





## Analyse de l'évolution du Tourisme au Maroc en Mai 2024

Les chiffres présentés dans le bilan du mois mai 2024 révèlent une dynamique positive, tant en termes d'arrivées internationales que de diversification des points d'entrée. Analysons ces évolutions et d'examiner les tendances par nationalité et par point d'entrée.

Les statistiques de mai 2024 montrent une augmentation notable des arrivées de touristes au Maroc. Parmi les nationalités les plus représentées, on observe une prédominance des visiteurs en provenance de France, d'Espagne et d'Allemagne. Cette tendance souligne la forte attractivité du Maroc auprès des pays européens, renforcée par des campagnes de promotion ciblées et des accords bilatéraux facilitant les déplacements.

**France :** Le nombre de touristes français a augmenté de 15 % par rapport à la même période l'année précédente. Ce résultat est le fruit des efforts de marketing intensifs menés par l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) en France.

**Espagne :** Les arrivées en provenance d'Espagne ont enregistré une hausse de 12 %, soutenue par l'amélioration des liaisons aériennes et maritimes entre les deux pays.

**Allemagne :** Les touristes allemands ont également été plus nombreux, avec une augmentation de 10 %. Les campagnes axées sur le tourisme durable et les circuits culturels semblent porter leurs fruits.

L'analyse des points d'entrée révèle une concentration des arrivées sur quelques plateformes principales, avec une répartition qui témoigne de l'importance des infrastructures modernes et de la connectivité internationale.

**Aéroport Mohammed V (Casablanca) :** Cet aéroport reste le principal point d'entrée pour les touristes internationaux, représentant 45 % des arrivées totales. Sa position stratégique et ses nombreuses liaisons directes avec les grandes villes européennes et internationales en font un hub incontournable.

**Aéroport Menara (Marrakech) :** Marrakech continue d'attirer les visiteurs, en particulier ceux en quête d'expériences culturelles et de loisirs. L'aéroport Menara a enregistré 25 % des arrivées, une hausse de 8 % par rapport à mai 2023.

**Port de Tanger Med :** Le port de Tanger Med est également un point d'entrée crucial, notamment pour les touristes espagnols et les expatriés marocains. Il a capté 15 % des arrivées, soutenu par des services de ferry réguliers et une infrastructure moderne.



## Analyse de l'évolution du Tourisme au Maroc en Mai 2024

Le bilan du tourisme au Maroc pour le mois de mai 2024 est globalement positif, avec une hausse significative des arrivées et des recettes touristiques. La diversification des marchés et l'amélioration des infrastructures de transport jouent un rôle crucial dans cette dynamique. Le Maroc continue de s'affirmer comme une destination de choix sur la scène internationale, offrant un mélange unique de culture, de patrimoine et de modernité.

La répartition des arrivées de touristes par point d'entrée en pourcentage met en lumière les préférences et les tendances actuelles des visiteurs. Le graphique ci-dessous (non fourni) illustre la répartition détaillée, confirmant la prédominance des aéroports comme principaux points d'accès.

L'augmentation des arrivées de touristes a un impact direct sur l'économie marocaine, notamment sur les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des services. Les recettes touristiques ont connu une croissance de 20 % en mai 2024, soutenues par une durée moyenne de séjour plus longue et une augmentation des dépenses par visiteur.

Les perspectives pour les mois à venir sont prometteuses. Les autorités touristiques marocaines prévoient de renforcer les campagnes de promotion à l'international, d'améliorer davantage les infrastructures et de diversifier les offres touristiques pour attirer de nouveaux segments de marché, notamment les jeunes voyageurs et les amateurs de tourisme écologique.

Ces tendances mettent en lumière l'importance de poursuivre les efforts de promotion et d'innovation pour maintenir cette dynamique et assurer une croissance soutenue du secteur touristique dans les années à venir.





## Rituel de l'Aïd al-Adha au Maroc en chiffres

**L'Aïd al-Adha demeure une célébration majeure au Maroc, marquée par des pratiques et des dépenses spécifiques. Malgré une légère augmentation du nombre de ménages ne participant pas au rituel du sacrifice, celui-ci reste largement pratiqué, surtout dans les zones rurales et parmi les ménages moins aisés. Les dépenses associées à cette fête religieuse soulignent son importance non seulement spirituelle mais aussi économique pour les foyers marocains.**

L'Aïd al-Adha, célébrée le 10 Dhu al-Hijja, est la fête religieuse la plus importante pour les Marocains, marquée par le rituel du sacrifice. Bien que profondément spirituelle, cette célébration a également des implications financières significatives pour les ménages marocains. Le rituel du sacrifice, souvent coûteux, représente une part importante des dépenses annuelles pour de nombreux foyers.

Le rituel du sacrifice d'Aïd al-Adha reste prédominant dans la société marocaine. Selon l'enquête nationale sur le niveau de vie des ménages réalisée par le Haut-Commissariat au Plan en 2022, seulement 12,6% des ménages marocains n'accomplissent pas ce rituel. Cependant, cette proportion a augmenté par rapport à 2014, où elle était de 4,7%.

Cette augmentation du nombre de ménages ne participant pas au sacrifice est principalement observée parmi les citadins et les ménages composés d'une seule personne. Les citadins sont plus enclins à ne pas effectuer le sacrifice comparé aux ruraux (14,3% contre 8,7%). En 2014, ces proportions étaient respectivement de 5,9% et 2,5%.

La participation au rituel du sacrifice est inversement proportionnelle au niveau de vie du ménage et au niveau d'instruction de son chef. Près de 25,1% des ménages appartenant aux 10% les plus aisés n'effectuent pas le sacrifice, contre 7,8% parmi les 10% les plus pauvres. De plus, cette abstention passe de 20,1% pour les ménages dirigés par une personne ayant un niveau d'éducation supérieur à 11,7% pour ceux dirigés par une personne sans instruction.

Par type d'animaux sacrifiés pour l'offrande, 95,6% des ménages optent pour les ovins, 4,3% pour les caprins et 0,1% pour les bovins. Le sacrifice des caprins est plus courant parmi les ménages ruraux (7,4% contre 2,8% en milieu urbain) et parmi la catégorie des 10% des ménages les moins aisés (8,5% contre 2,7% pour les 10% des ménages les plus aisés).

En termes de dépenses, le sacrifice de l'Aïd al-Adha représente près de 30% de la dépense globale des ménages marocains dédiée annuellement à la consommation des viandes. Cette part est de 41% chez les ménages des 10% les moins aisés et de 23% chez ceux des 10% les plus aisés.

La consommation annuelle moyenne totale des viandes chez le ménage marocain est estimée à 141 kg, dont 55,8 kg de viandes rouges. La quantité de viandes issues du sacrifice de l'Aïd al-Adha s'établit en moyenne à 22,8 kg par ménage, représentant près de 41% de la quantité annuelle des viandes rouges consommée par les ménages. Cette proportion reste identique dans les deux milieux de résidence, atteignant 65,4% pour les 20% des ménages les moins aisés et 31,3% pour les ménages les plus aisés.

# Alerte au Maroc : Les banques victimes d'arnaques XXL !

**Le monde bancaire marocain tremble face à une vague d'escroqueries d'une ampleur inédite ! Des gangs criminels, usant de stratagèmes aussi ingénieux qu'audacieux, ont réussi à siphonner des millions de dirhams des comptes bancaires du royaume.**



Leur mode opératoire ?

Se faire passer pour des investisseurs avisés et utiliser des licences de change falsifiées pour transférer des fonds vers Hong Kong. Des transferts massifs, déguisés en opérations légitimes, qui ont échappé à la vigilance de plusieurs institutions bancaires.

Face à ce scandale financier, les autorités marocaines montent au créneau. Enquêtes, contrôles renforcés, recommandations strictes aux banques... Tout l'arsenal est déployé pour démanteler ces réseaux criminels et colmater les brèches dans le système.

Car l'affaire est grave. Elle met en lumière la vulnérabilité du système bancaire marocain face à la sophistication des cybercriminels. Elle soulève également des questions sur d'éventuelles complicités internes, sans lesquelles ces escroqueries de grande envergure n'auraient pu être possibles.

Une chose est sûre : la traque aux escrocs est lancée. Les autorités marocaines, déterminées à restaurer la confiance dans le système financier, mettent tout en œuvre pour que les coupables répondent de leurs actes. Un signal fort envoyé aux criminels : au Maroc, l'argent sale n'est plus le bienvenu !



# L'Europe face au décrochage économique : une analyse critique

**De 2010 à 2023, les États-Unis ont connu une croissance cumulative de leur PIB de 34 %, surpassant largement l'Union européenne qui a affiché une augmentation de seulement 21 %, et la zone euro avec 18 %. Cette divergence de croissance n'est pas due aux variations des taux de change mais plutôt à un différentiel majeur dans les gains de productivité. Aux États-Unis, la productivité du travail a progressé de 22 %, contre un maigre 5 % dans la zone euro. Cette tendance souligne un décrochage économique préoccupant pour l'Europe depuis le début des années 2010.**

L'Europe n'a pas réussi à suivre le rythme de croissance des États-Unis, et ce, malgré une évolution démographique similaire. En réalité, le principal facteur de ce décalage réside dans la productivité. En 2023, alors que la productivité américaine augmentait de 1,7 %, celle de la zone euro reculait de 0,6 %. Plusieurs hypothèses ont été avancées pour expliquer cette divergence.

Certaines voix attribuent ce déclin européen aux difficultés d'embauche croissantes depuis 2017, incitant les entreprises à conserver des effectifs excessifs malgré une stagnation de la productivité. Cependant, cette explication paraît insuffisante, les États-Unis ayant également rencontré des problèmes d'embauche sans pour autant voir leur productivité stagner.

D'autres expliquent ce phénomène par une augmentation de l'emploi des personnes moins qualifiées, supposant que cela aurait abaissé le niveau moyen de qualification de la main-d'œuvre. Cette thèse est toutefois contestable, car l'augmentation de l'emploi en Europe s'est faite de manière assez uniforme à travers tous les niveaux de qualification.

Les causes réelles de cette stagnation de la productivité en Europe semblent plus directement liées à deux facteurs majeurs : l'insuffisance des investissements en nouvelles technologies et le faible niveau des dépenses en recherche et développement (R&D).



Comparativement aux pays de l'OCDE, l'Europe est en retard sur ces deux aspects cruciaux pour la productivité. Une analyse économétrique révèle qu'une augmentation d'un point du taux d'investissement en nouvelles technologies se traduit par une hausse de 0,8 point des gains de productivité annuels. De même, une hausse d'un point du PIB consacré à la R&D se traduit par une augmentation de 0,9 point des gains de productivité annuels.

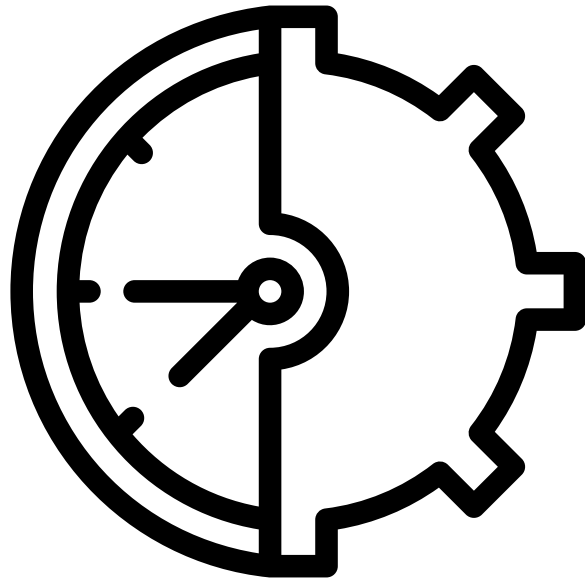
En 2022, les investissements en nouvelles technologies représentaient 5 % du PIB aux États-Unis contre seulement 2,8 % dans la zone euro. Les dépenses en R&D étaient de 3,5 % du PIB aux États-Unis, contre 2,3 % dans la zone euro. Depuis 2016-2017, les États-Unis ont intensifié leurs efforts en matière d'investissement et de R&D, accentuant leur avance en productivité par rapport à l'Europe. Ce retard technologique et en R&D est un facteur déterminant du décrochage européen.

Face à cette situation, que peut faire l'Europe pour rattraper les États-Unis en termes de productivité et de croissance ? La première étape consiste à réorienter les investissements des entreprises européennes. Bien que le taux d'investissement soit similaire entre les deux régions (13,5 % du PIB au début de 2024), la part consacrée à la technologie est significativement plus élevée aux États-Unis (5 % du PIB contre 2,8 % dans la zone euro). Il est donc crucial d'augmenter la qualité et la sophistication des investissements en technologie en Europe.

# L'Europe face au décrochage économique : une analyse critique

Ensuite, il est impératif d'accroître les dépenses en R&D et les budgets des universités européennes. Aux États-Unis, les moyens alloués à la recherche universitaire et en entreprise sont beaucoup plus importants, ce qui constitue un levier significatif pour les gains de productivité. En Europe, des efforts soutenus dans ce domaine pourraient inverser la tendance actuelle.

Il est à craindre que l'Europe entre dans un cercle vicieux où la faiblesse des investissements en technologies et en R&D conduise à une faible productivité, impactant négativement son attractivité pour les investisseurs étrangers. À terme, cela pourrait réduire les recettes fiscales et la capacité des États européens à soutenir l'innovation et à renforcer leur compétitivité.



L'Europe doit donc agir rapidement et vigoureusement pour combler ce fossé technologique et de productivité. Un engagement renouvelé en faveur de l'innovation, de la recherche et des nouvelles technologies est indispensable pour assurer une croissance économique durable et éviter le déclin économique face aux États-Unis.

## Implications pour le Maroc

Pour le Maroc, la situation économique européenne est particulièrement importante. L'Europe étant le principal partenaire commercial du Maroc, tout ralentissement ou décrochage économique en Europe a des répercussions directes sur l'économie marocaine. Une productivité stagnante en Europe peut affecter les exportations marocaines, la demande de produits marocains et même les investissements européens au Maroc.

Une Europe qui investit davantage en technologie et en R&D peut non seulement renforcer sa propre productivité mais aussi stimuler le commerce et les investissements avec le Maroc.



# **Chiffre de la semaine**

**55% de Tendirara**

**Gaz : Souveraineté Marocaine**

**Le groupe Managem a annoncé, ce vendredi, la création d'un pôle gaz naturel industriel ainsi que l'acquisition de la société Sound Energy Morocco East Limited (SEME) au terme d'un processus ouvert en compétition avec des investisseurs internationaux. L'accord porte sur l'acquisition de 55% de la concession d'exploitation de Tendirara, de 47,5% du permis d'exploration de Grand Tendirara et 47,5% du permis d'exploration d'Anoual.**

# L'ANME dénonce la concurrence déloyale des agences RP

**L'Association Nationale des Médias et des Editeurs observe, depuis plusieurs mois, des comportements malsains de certaines entreprises de communication institutionnelle et de relations publiques sur le marché publicitaire ainsi que dans la gestion des rapports entre les institutions publiques, privées et les annonceurs avec le secteur de la presse nationale (écrite et électronique).**

Les parlementaires proposent que la nourriture non vendue et encore consommable soit offerte aux associations, transformée pour la consommation animale, ou utilisée comme source d'énergie et d'engrais. En outre, le texte recommande de fournir ces aliments aux maisons d'étudiants et aux associations s'occupant des sans-abri.

Cette proposition vise non seulement à réduire le gaspillage alimentaire mais aussi à promouvoir une gestion plus durable et responsable des ressources alimentaires au Maroc. Elle cherche à répondre à un besoin urgent de changement des habitudes de consommation et de mise en place de politiques efficaces pour lutter contre un phénomène aux répercussions économiques et environnementales significatives.

L'acceptation de cette loi par le gouvernement représenterait un pas décisif vers une meilleure gestion des ressources alimentaires et pourrait encourager d'autres mesures similaires pour assurer la sécurité alimentaire et protéger l'environnement.

L'association constate avec grand étonnement les déviances de ces agences, prétendant faire dans les relations publiques, mais qui s'éloignent de leur raison d'être en tant qu'acteurs dans le domaine du marketing et de la publicité, en reniant leur partenariat fondamental avec les médias qui ont la légitimité de la diffusion des campagnes de promotion.

Dans une démarche négative, ces entreprises et agences surfent sur la « vague » des influenceurs et de créateurs de contenu, dans un but purement lucratif, bien que beaucoup de ces influenceurs sont soupçonnés de « collecter » des followers et des vues à partir de contenus piratés ou de pratiquer du chantage.

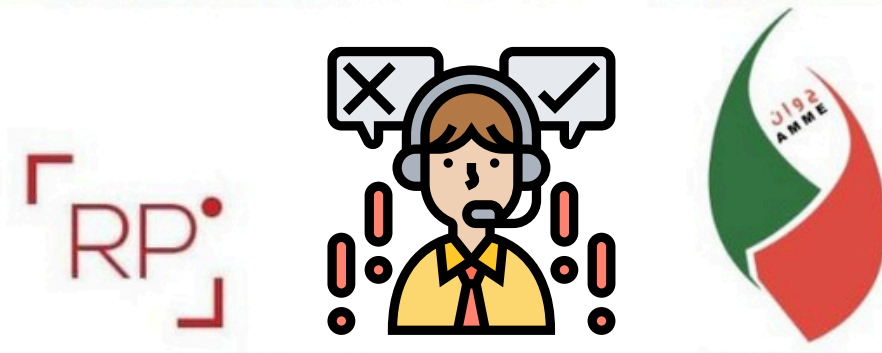
Cette nouvelle alliance entre les agences de relations publiques, les influenceurs et les institutions publiques et privées – qui allouent chaque année des millions de dirhams à des campagnes promotionnelles – fait partie des dérives auxquelles doivent se dresser les professionnels, les éditeurs et les dirigeants des entreprises médiatiques nationales.

Si l'ANME rappelle les efforts déployés par les entreprises médiatiques pour investir, créer des emplois et redynamiser les secteurs de l'édition, de la distribution et de la lecture au Maroc, elle refuse catégoriquement que ces efforts soient vains et spoliés par des agences de communication en connivence avec des influenceurs, peu pertinents, ne payant pas d'impôts et qui bénéficient de budgets publicitaires conséquents, censés être destinés à un secteur médiatique structuré, créateur d'emplois et partenaire de l'État dans le déploiement de grandes réformes dans plusieurs domaines.

Un dysfonctionnement aussi grave ne peut être toléré et ce genre de pratiques doit cesser. Toute indulgence de la part des éditeurs et des professionnels est interprétée comme une collusion visant à étouffer le secteur des médias et de l'édition.



# L'ANME dénonce la concurrence déloyale des agences RP



Ainsi, l'ANME demande ce qui suit :

**Premièrement : Ouvrir une enquête sur les transferts de fonds publics et privés à des fins autres que celles prévues, notamment en ce qui concerne le développement du secteur des médias en tant que service public qui doit être protégé ;**

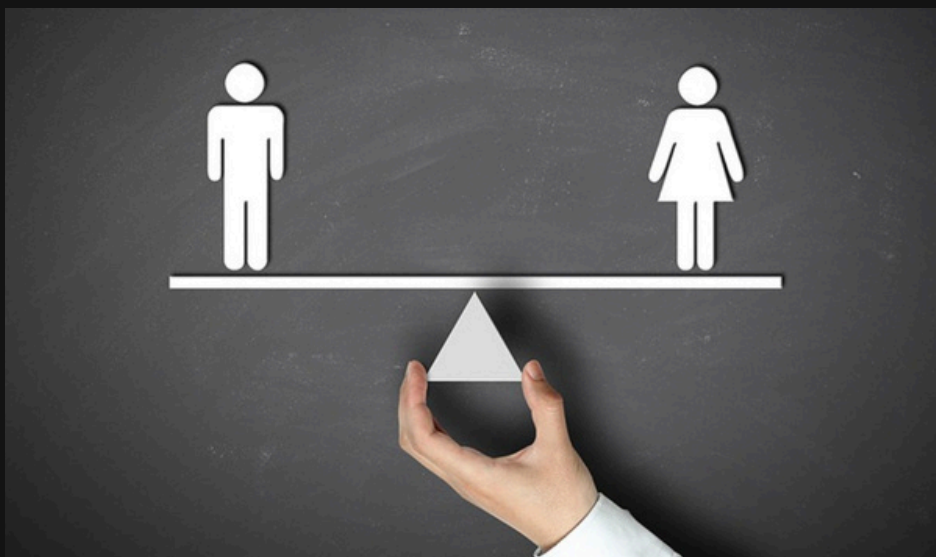
**Deuxièmement : Reconsidérer les lois régissant les sociétés de relations publiques et définissant leurs missions, leurs domaines d'intervention, leurs transactions et leurs partenaires ;**

**Troisièmement : Appeler au boycott de toutes les activités des entreprises et des agences qui traitent avec des influenceurs et de ne plus publier leurs communiqués tout en soulignant que les journaux et les sites électroniques ne sont pas des poubelles, réceptacles des restes de « relations » avec les influenceurs.**



**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**

# Alerte ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES AU MAROC



**Le dernier rapport du Forum économique mondial sur l'écart entre les genres place le Maroc à la 137e position sur 146 pays, marquant ainsi un recul par rapport à l'année précédente. Cette situation alarmante suscite de nombreuses questions sur les efforts réels du pays en matière de promotion de l'égalité hommes-femmes. Pourquoi le Maroc peine-t-il autant à progresser dans ce domaine crucial?**

**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**



## Attijariwafa bank : Emprunt obligataire de 1 milliard de dirhams en vue

Attijariwafa bank, l'un des principaux groupes bancaires au Maroc, prévoit de lever un milliard de dirhams (~109 millions de dollars) par le biais d'un emprunt obligataire subordonné. Cette opération, récemment approuvée par l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), vise à renforcer les fonds propres de la banque et à soutenir ses projets de croissance et de développement. L'émission de cet emprunt obligataire permet à Attijariwafa bank de diversifier ses sources de financement et de maintenir une solidité financière face aux défis économiques actuels. Cette initiative est également un indicateur de la confiance du marché dans la stabilité et la robustesse de la banque, qui continue de jouer un rôle clé dans le financement de l'économie marocaine. Les investisseurs, tant nationaux qu'internationaux, pourraient voir dans cette opération une opportunité intéressante, compte tenu de la position dominante d'Attijariwafa bank sur le marché financier marocain.

## L'uranium marocain, une nouvelle bouée de sauvetage pour les approvisionnements mondiaux



Le Maroc, déjà reconnu pour ses vastes ressources naturelles, pourrait bientôt jouer un rôle crucial dans l'approvisionnement mondial en uranium. Selon la plateforme spécialisée TAQA Morocco, l'uranium marocain est sur le point de devenir un élément clé pour assurer des approvisionnements durables et répondre à la demande croissante en énergie propre. Avec la transition énergétique mondiale, l'uranium est essentiel pour les réacteurs nucléaires, qui offrent une alternative sans carbone aux combustibles fossiles. Le développement de l'industrie de l'uranium au Maroc pourrait non seulement renforcer l'économie nationale en diversifiant ses sources de revenus, mais aussi positionner le pays comme un acteur stratégique dans le domaine énergétique. Cela s'inscrit parfaitement dans la vision du Maroc de devenir un leader régional en matière de développement durable et d'énergie verte.

## Sound Energy vend des actifs gaziers à Managem pour 45,2 M\$

La société gazière britannique Sound Energy PLC a récemment annoncé la vente de sa filiale marocaine, Sound Energy Morocco East, à l'entreprise minière marocaine Managem pour une somme de 45,2 millions de dollars (~453 millions de dirhams). Cette transaction marque une étape significative pour Sound Energy, qui cherche à réorienter ses investissements et à renforcer sa position financière. Pour Managem, ce rachat s'inscrit dans une stratégie de diversification et d'expansion de ses activités au-delà du secteur minier traditionnel. En acquérant ces actifs gaziers, Managem pourrait bénéficier des opportunités offertes par le marché énergétique marocain, en pleine croissance et en quête de sources diversifiées. Cette vente pourrait également stimuler les investissements étrangers au Maroc, démontrant la confiance des entreprises internationales dans le potentiel économique du pays.



## Drame lors du pèlerinage du Hajj en Arabie Saoudite



Le grand pèlerinage du Hajj se déroule cette année sous des conditions climatiques extrêmes en Arabie Saoudite. Malheureusement, ces conditions ont déjà conduit à des tragédies. Au moins 19 pèlerins ont perdu la vie, dont 14 Jordaniens et 5 Iraniens, victimes de la chaleur accablante qui sévit dans la région. Les températures étouffantes, qui ont dépassé les 45 degrés Celsius, ont été particulièrement éprouvantes pour les millions de fidèles venus du monde entier pour accomplir ce devoir religieux.

Cette situation met en lumière les défis logistiques et sanitaires que représente l'organisation du Hajj. Malgré les efforts des autorités saoudiennes pour améliorer les infrastructures et les services médicaux, les conditions extrêmes de cette année ont montré les limites des mesures de prévention. Des zones d'ombre subsistent quant à la gestion des flux de pèlerins et à la capacité des services de santé à répondre à de telles urgences.

Cet épisode tragique souligne la nécessité de renforcer encore davantage les mesures de sécurité et de protection des pèlerins. La communauté internationale et les autorités religieuses doivent collaborer pour trouver des solutions afin de minimiser les risques liés aux conditions climatiques extrêmes lors de futurs pèlerinages. En attendant, les familles des victimes sont plongées dans le deuil, alors que la ferveur spirituelle de cet événement sacré se trouve assombrie par ces pertes humaines.

عِيدِ الأَضْحَى



## **Aïd Al-Adha : Nos meilleurs vœux**

A l'occasion de l'Aïd Al-Adha, L'ODJ Média du groupe Arrissala présente ses meilleurs vœux à S.M. le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, à Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay Al Hassan, à SAR la Princesse Lalla Khadija, à SAR le Prince Moulay Rachid, à LL.AA.RR. les Princes et les Princesses, aux membres de la Famille Royale et à l'ensemble du peuple marocain, et prie Dieu d'assister S.M. le Roi dans Son œuvre au service de la patrie et de l'ensemble de la Oumma islamique.

# Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres .....

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

*Analyse Critique de  
l'Égalité Hommes-  
Femmes au Maroc : Une  
Situation Préoccupante*

---

**Mustapha Sehimi :**  
**Remaniement ministériel  
/ Pourquoi il n'y a  
toujours rien ?**

---

*Ali Ben Lmadani  
Achat d'avions : Quel(s)  
modèle(s) de  
financement(s) possible(s)  
?*

---

*Dissolution de  
l'Assemblée nationale :  
Le pari à haut risque de  
Macron ?*

---

# Podcast de la semaine

## Analyse Critique de l'Égalité Hommes-Femmes au Maroc : Une Situation Préoccupante

Le dernier rapport du Forum économique mondial sur l'écart entre les genres place le Maroc à la 137e position sur 146 pays, marquant ainsi un recul par rapport à l'année précédente. Cette situation alarmante suscite de nombreuses questions sur les efforts réels du pays en matière de promotion de l'égalité hommes-femmes. Pourquoi le Maroc peine-t-il autant à progresser dans ce domaine crucial?





## Émission Politique de la semaine

**MUSTAPHA SEHIMI : REMANIEMENT  
MINISTÉRIEL / POURQUOI IL N'Y A TOUJOURS  
RIEN ?**

**ROUND #1 : REMANIEMENT MINISTÉRIEL/ POURQUOI IL  
N Y A TOUJOURS RIEN ?**

**ROUND #2 : REMANIEMENT/ POUR CHANGER QUOI ?**

**ROUND #3 : DISSOLUTION PARLEMENTAIRE EN FRANCE  
/ QUELLE (S) INTERROGATION (S) POUR LE MAROC ?**

# Image de la semaine





# Ali Ben Lmadani

## Achat d'avions : Quel(s) modèle(s) de financement(s) possible(s) ?



Ali Ben Lmadani, PDG d'AB Aviation, discute des tendances actuelles dans le secteur de l'aviation, notamment les modèles de financement pour l'achat d'avions et l'importance croissante du leasing.

Il souligne les défis liés aux délais de livraison prolongés pour Airbus et Boeing en raison de la forte demande mondiale.

Il mentionne également les stratégies nécessaires pour transformer les hubs régionaux en hubs transcontinentaux avec des services orientés client.



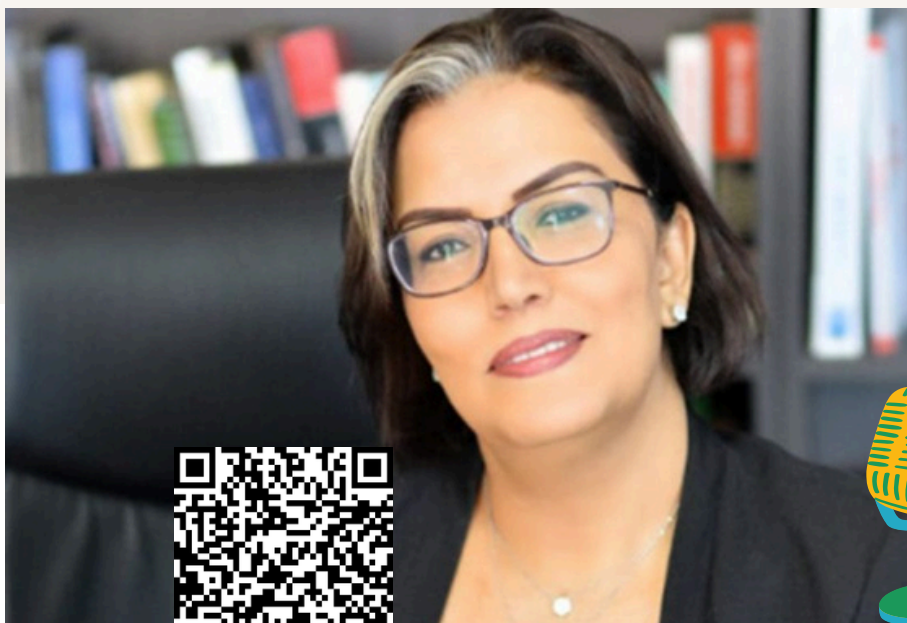
# Podcast Politique

## Dissolution de l'Assemblée nationale : Le pari à haut risque de Macron ?

Aussi imprévisible que cela puisse être, le président de la République française a encore une fois osé l'inimaginable. Emmanuel Macron, dans un geste audacieux et déconcertant, a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale suite à la victoire historique du Rassemblement National (RN) aux élections européennes.

---

**Souad Mekkaoui**





LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS  
DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



Télécharger notre application  
mobile sur Android !

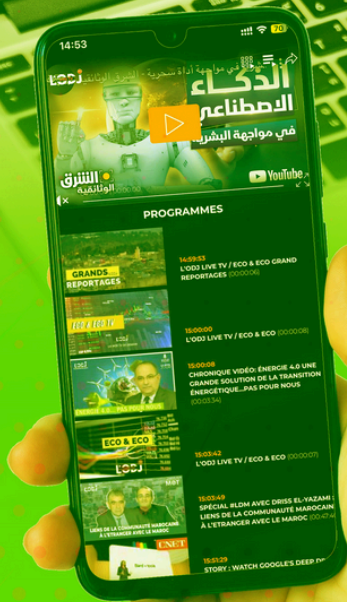


SCAN ME!



# LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING  
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,  
POUR UN AVENIR DURABLE !

**+150.000**  
Télespectateurs / mois

**+20**  
émissions

**+500**  
épisodes



SCAN ME!